

Baisse généralisée des résultats des exploitations normandes en 2016

Mauvaise récolte céréalière et prix peu attractifs pour les principales productions régionales se conjuguent avec chute des résultats des exploitations moyennes et grandes. Les cultures de pommes de terre et de lin ont toutefois un effet amortisseur pour les exploitations tournées vers les productions végétales. La situation des éleveurs laitiers se dégrade par rapport à 2015, année déjà difficile.

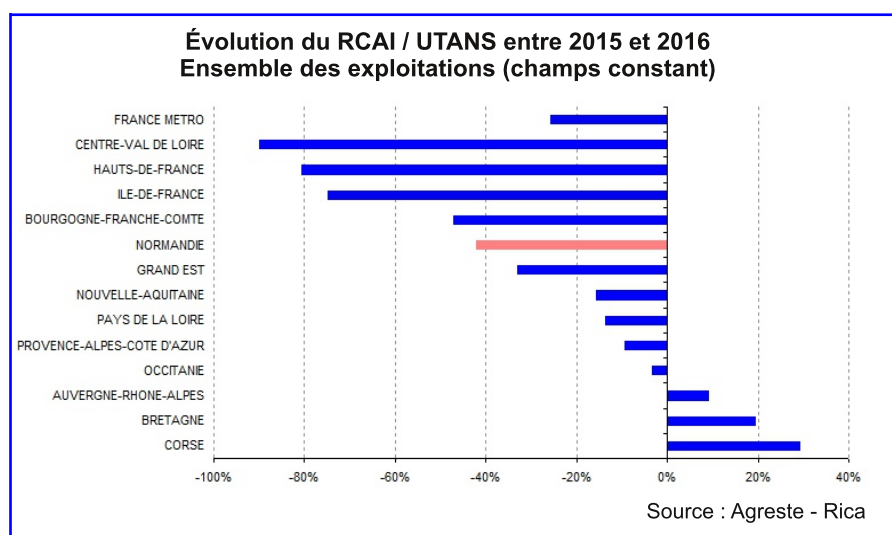
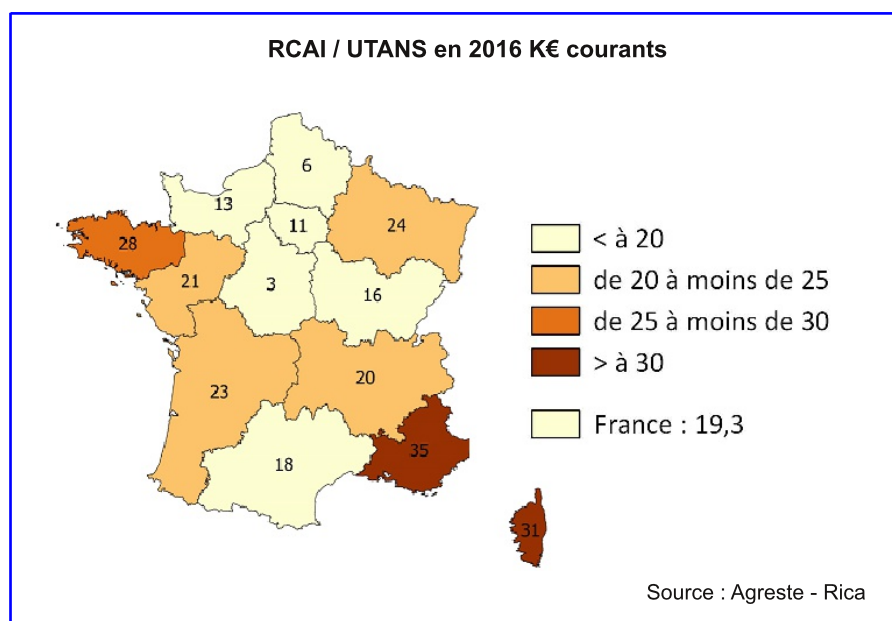
En 2016, le résultat courant moyen avant impôts par unité de travail non salarié (RCAI/UTANS) des exploitations normandes s'élève à 13,3 k€, soit largement en deçà de la moyenne métropolitaine (19,3 k€/UTANS). Après avoir légèrement progressé entre 2014 et 2015 (+3 %), le RCAI moyen normand/UTANS chute fortement entre 2015 et 2016 (-42 %). Il en va de même dans 9 autres des 13 régions de la métropole.

L'année 2016 est marquée par un contexte climatique et économique défavorable aux principales productions végétales de la région. Le rendement céréalière plonge de 27 % par rapport à celui, exceptionnel, de 2015. Les oléagineux et autres cultures industrielles (betteraves, pommes de terre) sont un peu moins touchés. La production linière progresse en raison d'une augmentation des surfaces. Les prix baissent ou, au mieux, stagnent, sauf celui de la pomme de terre en forte croissance. La crise laitière entamée en 2015 suite au déséquilibre entre l'offre et la demande se prolonge tout au long du premier semestre 2016. Une embellie se dessine toutefois en fin d'année avec le retour progressif à une demande mondiale plus dynamique. Conséquence de la crise laitière, l'afflux de vaches de réforme pèse sur les cours de la viande bovine qui se replie de 6 à 9 % selon les catégories.

Dans ces conditions, quelle que soit l'orientation technico-économique

des exploitations (OTEX), le RCAI moyen/UTANS se rétracte sensiblement entre 2015 et 2016. Les évolutions les plus accentuées concernent les exploitations céréalières devant celles des poly-

culteurs polyéleveurs et des bovins mixtes. Si la baisse est généralisée, les niveaux atteints sont disparates selon l'OTEX. Les exploitations spécialisées en bovins mixtes ou en céréales oléagineux protéagineux

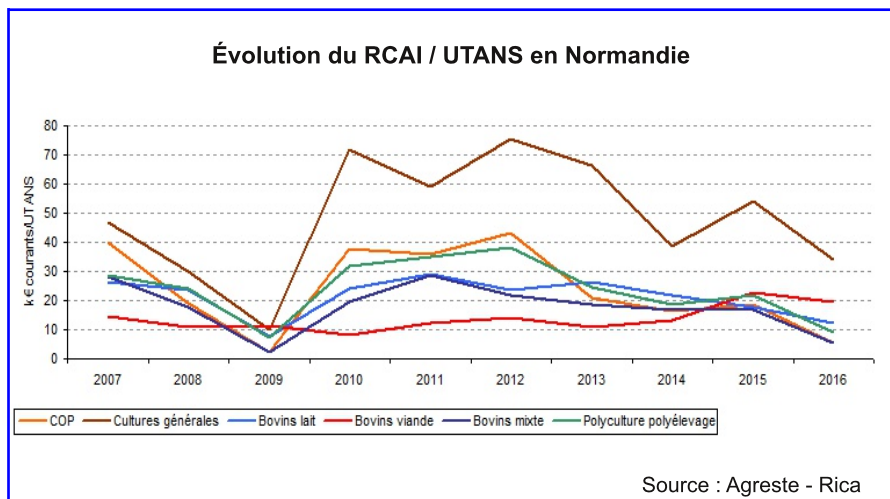


(COP) présentent les résultats les plus faibles (5,5 k€/UTANS) ; celles spécialisées en cultures générales le plus élevé (33,9 k€/UTANS). Les exploitations bovins viande viennent en deuxième position avec 19,6 k€/UTANS.

Avec respectivement 9,2 et 12,6 k€/UTANS, les polyculteurs polyéleveurs et les exploitations bovins lait ont des résultats relativement proches.

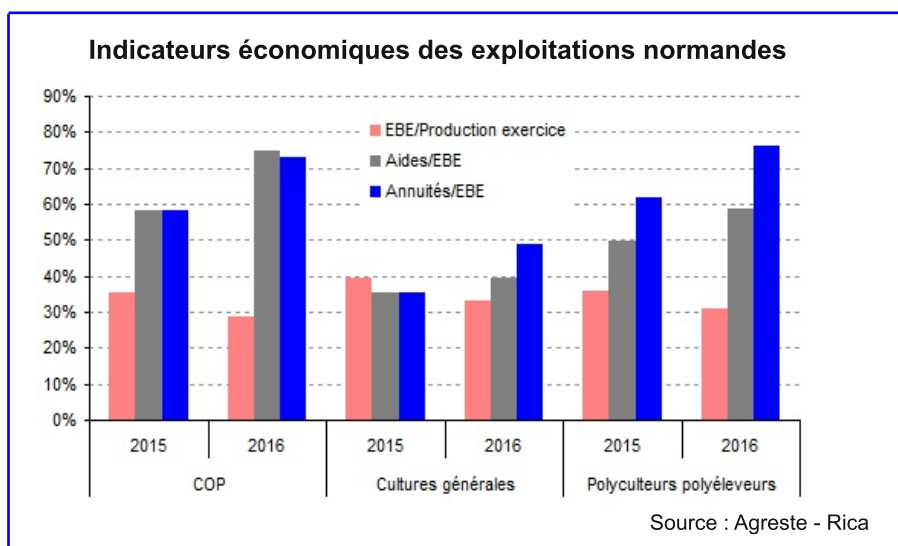
Productions végétales : pommes de terre et lin sauvent la mise

En 2016 comme en 2015, les exploitations spécialisées en COP subissent la baisse du prix des céréales. Mais facteur aggravant en 2016, elles sont également confrontées à la chute des rendements. La production de l'exercice se replie de 19 % entre 2015 et 2016. Les charges d'exploitation diminuent de 10 %, sans toutefois compenser la perte de production. L'excédent brut d'exploitation (EBE) se rétracte de 35 %. La situation économique, appréciée au travers des trois indicateurs EBE/production de l'exercice, subventions d'exploitation/EBE et annuités/EBE, se dégrade. La dépendance aux aides s'accroît (ratio subventions d'exploitation/EBE passant de 58 à 75 %) ; sans les aides le RCAI serait largement négatif (-20 k€/UTANS). Les exploitations de cultures générales subissent le même scénario, mais de façon atténuée grâce aux cultures industrielles, en particulier la pomme de terre. Le prix du tubercule, qui avait déjà progressé entre 2014 et 2015 (+11 %), s'envole entre 2015 et 2016 (+59 %). Les produits bruts à l'hectare des pommes de terre et du lin sont les seuls à augmenter entre 2015 et 2016, quand ceux des autres cultures (COP et betteraves sucrières) diminuent. Pomme de terre et lin amortissent donc la baisse de la production et du résultat. Toutes choses égales par ailleurs, le RCAI/UTANS en 2016 atteindrait 23,3 k€/UTANS au lieu de 33,9 k€/UTANS sur la base de produits bruts à l'hectare pour



les pommes de terre et le lin identiques à ceux de 2015. Moins bonne qu'en 2015, la situation économique de ces exploitations se

détériore toutefois nettement moins que celle des exploitations spécialisées en COP.



Chez les polyculteurs polyéleveurs, la compensation entre ateliers végétal et animal ne joue pas en 2016

Entre 2010 et 2016, les ventes des exploitations de polyculture polyélevage sont constituées à parts presque égales par les productions végétales et les productions animales. Sur la même période, les céréales assurent la majorité des ventes de produits végétaux (de 50 à 65 %) et le lait représente de 45 à 57 % des ventes des productions animales. Pour les polyculteurs polyéleveurs, 2016 est marquée par une baisse simultanée des ventes

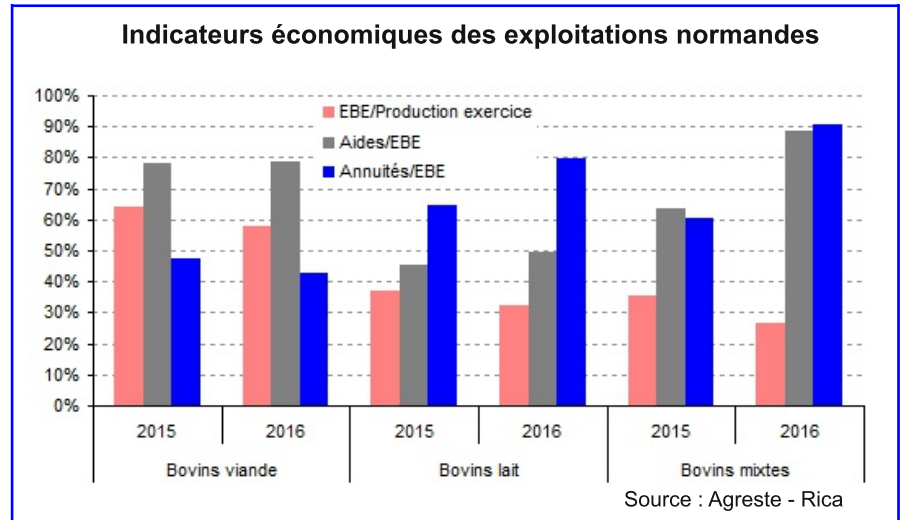
de produits végétaux et animaux sous l'effet des causes déjà évoquées plus haut (rendements céréaliers, prix du blé, du lait et de la viande). Les productions végétales sont responsables de près des trois quarts de la baisse de la valeur des ventes. La maîtrise des charges, en particulier les charges d'approvisionnement (engrais et aliments concentrés), ne compensent pas le repli de la production de l'exercice (-15 %). Le RCAI/UTANS atteint 9,2 k€, soit le plus faible niveau des 10 dernières années après 2009. Entre 2015 et 2016, la dépendance aux aides s'accroît (ratio aides/EBE), l'autonomie financière se dégrade

(ratio annuités/EBE) et l'efficacité économique (EBE/production) diminuent.

Le résultat des producteurs laitiers baisse pour la troisième fois consécutive, passant en dessous de celui des exploitations spécialisées en bovins viande

Entre 2015 et 2016, la production de l'exercice des exploitations bovins lait diminue en moyenne de 9 %. La valeur des ventes se replie de 10 %. Les ventes de productions animales (lait et viande), qui représentent 90 % des ventes globales, ne participent qu'à hauteur de 66 % dans la baisse entre 2015 et 2016. Malgré leur faible part dans les ventes (10 %), les productions végétales sont responsables d'un tiers de la baisse. La diminution des charges, liée principalement à celle des charges d'approvisionnement, ne suffit pas à compenser le repli de la production. L'EBE se rétracte de 24 % et le RCAI/UTANS n'atteint que 12,3 k€, soit là encore le plus bas niveau des 10 dernières années après 2009. Depuis 2011, le ratio annuités/EBE des exploitations bovins lait tend à augmenter. À partir de 2012, il dépasse le seuil couramment admis de 45 %, le taux d'endettement croît depuis 2008, autant de signes d'une dégradation de la situation économique de ces exploitations.

Les exploitations bovins viande connaissent des évolutions limitées en valeur absolue. Leur grande dépendance aux aides atténue les effets des variations des prix sur leur résultat. En 2016, le RCAI/UTANS atteint 19,6 k€, mais s'afficherait à -9,1 k€ sans les subventions d'exploitation. La production de l'exercice des exploitations bovins mixte chute fortement (-23 %). La valeur des ventes régresse de 18 %. Le lait, qui représente 42 % de la valeur des ventes, est responsable des deux tiers de la baisse, devant la

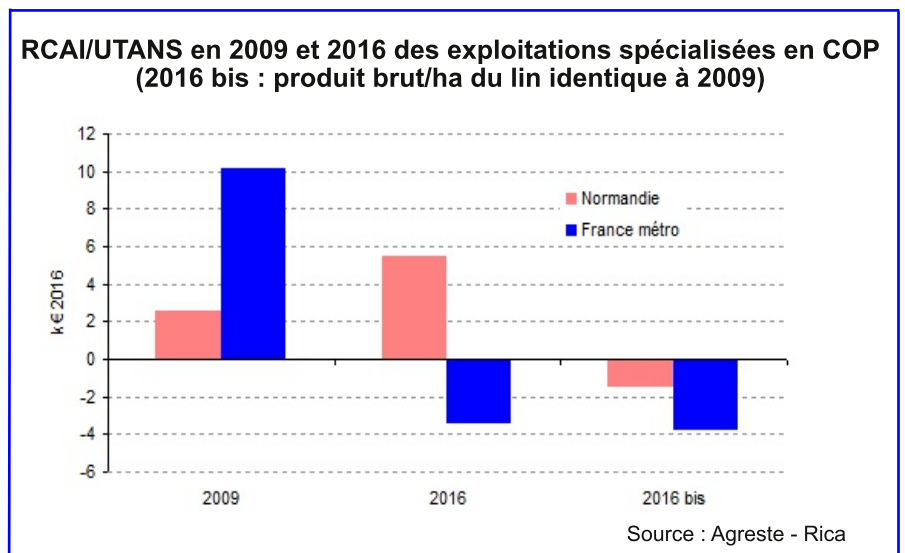


viande (20 %) et les productions végétales (15 %). Le prix moyen du lait est plus faible dans ces exploitations que chez les éleveurs laitiers spécialisés et il diminue plus entre 2015 et 2016. Le repli des charges n'empêche pas la diminution de l'EBE (-42 %). Comme pour les bovins lait, le RCAI/UTANS est au plus bas depuis 10 ans après celui de 2009. La dépendance aux aides croît fortement et rejoint le niveau atteint par les exploitations bovins viande.

Focus 2009/2016 : le lin à la rescousse

En 2016, le résultat des exploitations normandes spécialisées en COP est certes mauvais, mais il reste positif contrairement au résultat moyen en Métropole. En 2009, la situation était

inverse avec un résultat normand quatre fois inférieur au résultat en Métropole. Si ces exploitations bénéficient de rendements en céréales au-dessus de la moyenne nationale et d'une meilleure valorisation du blé, elles profitent également d'un coup de pouce avec la culture du lin. En 2016, celle-ci occupe 4 % de la surface cultivée des exploitations spécialisées en COP mais participe pour 13 % au produit brut végétal. Après avoir chuté entre 2008 et 2009, le prix du lin n'a cessé de monter. La bonne valorisation de la fleur bleue vient amortir la baisse du résultat. En effet, toutes choses égales par ailleurs, le résultat des exploitations normandes spécialisées en COP passerait de 5,5 k€/UTANS à -1,4 k€/UTANS en l'absence de l'augmentation du prix du lin constatée entre 2009 et 2016.



Rica 2016 - Normandie - Exploitations moyennes et grandes

	TOUTES ORIENTATIONS	Céréales et oléoprotéagineux	Cultures générales	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Polyculture polyélevage
Échantillon RICA (nb d'exploitations)	407	31	49	123	28	32	67
Univers représenté	18 324	2 244	1 888	6 095	892	1 620	2 688
Soldes intermédiaires de gestion							
Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	186,1	151,5	276,7	193,5	73,6	194,4	193,4
Production de l'exercice	207,0	141,8	303,8	199,5	76,7	189,9	198,4
Valeur ajoutée	59,7	31,9	113,0	56,4	21,5	36,7	52,9
Excédent brut d'exploitation	62,4	40,3	101,1	64,6	44,5	50,4	61,7
Résultat d'exploitation	23,8	10,1	51,0	23,2	25,1	13,1	17,1
Résultat courant avant impôts	19,8	6,5	46,3	19,7	23,9	9,1	13,2
Charges sociales de l'exploitant	8,4	9,0	14,1	7,1	5,5	6,8	8,1
Charges courantes							
Charges d'exploitation	217,8	166,8	297,8	210,9	88,0	224,2	221,8
dont Approvisionnements	82,1	65,7	106,6	78,4	22,5	88,7	84,2
Charges financières	6,6	4,8	6,3	7,8	2,6	7,4	6,4
Endettement							
Remboursements en capital emprunts LMT	38,8	26,4	44,4	45,0	16,9	40,8	42,2
Taux d'endettement	52%	44%	53%	55%	28%	52%	45%

Montants en k€ par exploitation

Source : Agreste - Rica

Méthodologie

Les résultats économiques présentés pour l'année 2016 sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles moyennes et grandes (c'est-à-dire dont la production brute standard est supérieure à 25 000 €) dans le cadre du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) du Service de la Statistique et de la Prospective. En France métropolitaine et pour l'année 2016, l'échantillon comprend 7 271 exploitations, dont 407 en Normandie. Les résultats sont diffusés si le nombre d'exploitations de l'échantillon RICA est supérieur à 20.

Le principal indicateur économique utilisé ici est le résultat courant avant impôts par actif non salarié (RCAI/UTANS). Il est calculé à partir de la valeur de la production de l'exercice, augmentée des subventions, diminuée des consommations intermédiaires et des autres charges (salaires, impôts fonciers, frais financiers...) ainsi que d'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés (amortissements). Les impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité ne sont pas pris en compte. Conformément aux règles du RICA et à la différence de la pratique comptable, les cotisations sociales de l'exploitant ne sont pas prises en compte dans le calcul des indicateurs de résultats (RCAI, EBE).

Les produits bruts par cultures ou animaux comprennent les ventes, la variation de stocks, l'autoconsommation. Pour les produits bruts animaux, ils sont nets des achats d'animaux.

La production de l'exercice comprend les ventes de produits végétaux et animaux, les variations de stocks, l'autoconsommation, la production immobilisée, les produits issus des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.

Les charges d'exploitation comprennent les approvisionnements (engrais, semences et plants, aliments pour animaux, carburants), les travaux et services, les achats divers, les assurances, les frais de personnel salarié, les fermages, les impôts (hors impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité) et taxes, les dotations aux amortissements.

Le taux d'endettement est défini par le rapport des dettes et de l'actif.

L'annuité est constituée par les remboursements d'emprunts à longs et moyens termes et les charges financières afférentes.

OTEX : Orientation Technico Economique des Exploitations ou spécialisation

Site AGRESTE : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/>

Site DRAAF Normandie : <http://draaf.normandie.agriculture.gouv.fr/Chiffres-cles>

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Directrice de publication : Caroline GUILLAUME
Rédacteur en chef : Michel DELACROIX
Composition et impression : SRISE
Dépôt Légal : à parution
I.S.S.N. : 2496-9869

DRAAF de Normandie
6 Bd Général Vanier - 14070 Caen Cedex 5
Service régional de l'information statistique
et économique (SRISE)
2, rue Saint-Sever - 76032 ROUEN CEDEX
tél. : 02.32.18.95.93 - fax : 02.32.18.95.97
mél : srise.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

www.draaf.normandie.agriculture.gouv.fr

Toute reproduction ou citation, partielle ou totale, est autorisée sous réserve de la mention de la source : DRAAF - SRISE de Normandie